

Mardi matin, 21 novembre 2017

Direction de l'instruction publique

21 2017.RRGR.164 Motion 048-2017 PS-JS-PSA (Näf, Muri)

Finissons-en avec les situations critiques – encourageons correctement les tout-petits!

N° de l'intervention: 048-2017
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 20.03.2017
Déposée par: PS-JS-PSA (Näf, Muri) (porte-parole)
Cosignataires: 0
Urgence accordée: Non 23.03.2017
N° d'ACE: 932/2017 du 6 septembre 2017
Direction: Direction de l'instruction publique

Finissons-en avec les situations critiques – encourageons correctement les tout-petits!

Le Conseil-exécutif doit s'assurer qu'un enseignement en tandem puisse être dispensé en cas de situation difficile dans les classes du premier cycle de l'école obligatoire. L'importance du soutien supplémentaire doit être définie d'entente entre l'école et l'inspection scolaire.

Développement :

Ces dernières années, les enseignants et enseignantes du premier cycle (école enfantine ainsi que 1^{re} et 2^e primaire) sont de plus en plus souvent confrontés à des difficultés en raison des troubles du comportement ou de développement de certains enfants. Les inspections scolaires tentent en partie d'améliorer la situation grâce à des leçons SOS. Mais même ces « pansements » font assez souvent défaut, par exemple quand le pool de leçons est épuisé ou quand les directions d'école tardent à recourir à une telle aide d'urgence. Les leçons de SPA du pool IMEP n'améliorent pas non plus suffisamment la situation, car un grand nombre d'heures doit être utilisé pour la prise en charge individuelle (psychomotricité, dyslexie, etc.). Les jeunes enfants ont un besoin d'encadrement et de soutien plus élevé que les enfants plus âgés. L'intégration d'enfants avec des besoins particuliers n'est souvent possible que si l'enseignement peut être dispensé en tandem. Quand un enseignant ou une enseignante accorde une attention particulière à certains enfants, il ou elle manque alors de temps pour les autres. Un exemple du quotidien : pendant qu'un enseignant ou une enseignante accompagne aux toilettes un enfant non autonome, il ou elle ne peut pas intervenir à temps dans un conflit, ou répondre aux nombreuses questions des élèves plus forts.

Dans les classes où le besoin d'intégration est élevé, on doit viser un coefficient d'encadrement de 1,8. L'amélioration de ce coefficient d'encadrement en fonction des besoins doit incomber aux directions d'école, en accord avec les inspections scolaires. L'école obligatoire ne réussira à répondre à l'hétérogénéité croissante des classes et au besoin d'intégration qu'en engageant des dépenses supplémentaires.

Motivation de l'urgence :

Beaucoup de classes du premier cycle se trouvent dans une situation critique : il ne faut plus attendre pour améliorer les conditions d'encadrement. S'il n'agit pas rapidement, le canton de Berne perdra des enseignantes et enseignants investis et compétents, qui ne seront plus prêts à accepter les conditions difficiles et les salaires bas.

Réponse du Conseil-exécutif

Le Conseil-exécutif partage l'avis du motionnaire : l'hétérogénéité des classes représente un défi de taille pour les membres du corps enseignant. Il est particulièrement exigeant de répondre aux différents besoins des enfants qui connaissent des difficultés d'apprentissage, qui ont des problèmes de

comportement, qui présentent des besoins pédagogiques particuliers ou qui ne parlent ou ne comprennent pas la langue d'enseignement.

Pour les classes du cycle d'entrée, il existe actuellement des possibilités de soutien en fonction des besoins. Ces leçons supplémentaires ne sont pas réparties selon le « principe de l'arrosoir », c'est-à-dire de façon équivalente, entre les classes. Il convient plutôt de définir au préalable quelles mesures sont les plus appropriées.

Ces leçons supplémentaires peuvent être mises en œuvre sous forme d'enseignement par sections de classe ou d'enseignement en tandem, par exemple lorsque les enfants d'une même classe présentent des différences de niveau importantes, lorsqu'une attention et une prise en charge particulières sont nécessaires ou lorsque les classes sont très grandes.

Pour les autres besoins, des spécialistes tels que des enseignants et enseignantes spécialisés, des enseignants et enseignantes de français ou d'allemand langue seconde, etc. sont disponibles. Les leçons du pool pour l'intégration et mesures pédagogiques particulières sont gérées par les communes responsables des écoles. Elles peuvent être mises en œuvre de façon flexible, en fonction des besoins.

Il est également possible d'engager des auxiliaires de classe, surtout en début d'année scolaire. Les expériences réalisées ces dernières années ont montré que les enseignants et enseignantes de l'école enfantine apprécient beaucoup ce soutien. Chaque membre du corps enseignant qui le souhaite peut demander l'engagement d'un ou d'une auxiliaire de classe, qui peut le ou la soutenir dans tous les aspects de l'enseignement. L'engagement d'auxiliaires de classe est prévu pour le 1^{er} trimestre mais peut être étendu sur toute l'année scolaire si la situation l'exige.

Le Conseil-exécutif considère qu'il est important que les moyens disponibles soient utilisés de façon flexible. L'étendue du soutien supplémentaire est définie au cas par cas, en accord avec la direction d'école et l'inspection scolaire. En raison de la situation financière actuelle du canton de Berne et des mesures d'économies décidées, le Conseil-exécutif ne peut, en revanche, soutenir des mesures complémentaires qui, elles, nécessitent des moyens financiers supplémentaires.

Proposition du Conseil-exécutif:

Adoption et classement

La présidente. Hier handelt es sich um eine Motion der SP-JUSO-PSA-Fraktion mit dem Titel «Schluss mit Notsituationen: Für eine gute Förderung der Kleinsten». Wir führen eine freie Debatte. Die Regierung ist für Annahme und gleichzeitige Abschreibung dieses Vorstosses. Ich gebe Grossrat Näf das Wort.

Roland Näf, Muri (PS). Es geht bei diesem Vorstoss um die kleinen Kinder, das heisst, um Kinder, die den Kindergarten sowie die erste und zweite Klasse besuchen. Ich schreibe im Vorstoss, dass in schwierigen Situationen Teamteaching eingesetzt werden soll. Es steht also nicht der Gedanke dahinter, dass man dies mit der Giesskanne allen Kindergärten finanzieren sollte. Es geht konkret um schwierige Situationen. Der Regierungsrat sieht die Problematik der Heterogenität dieser Kinder sowie die Notwendigkeit der Integration. Im «Echo der Zeit», in der «Berner Zeitung» und im «Bund» wurde während Wochen im März/April 2017 über dieses Thema berichtet, als ca. 800 betroffene Lehrpersonen eine Petition einreichten und sagten, sie würden es nicht mehr schaffen und die Ziele mit den kleinsten Schülerinnen und Schülern nicht mehr erreichen. Dies hat viel bewegt. Die ERZ hat mit diesen Petitionärinnen gesprochen und ihnen viel Verständnis entgegengebracht. Ich möchte dem Herrn Erziehungsdirektor dafür auch ein Kompliment machen. Ich behaupte, dass es wohl schlimmer herausgekommen wäre, wenn wir im Kanton Bern nicht so einen diplomatischen Erziehungsdirektor hätten. Ich habe mit vielen Lehrpersonen, vor allem Kindergärtnerinnen, gesprochen. Die Situation hat sie richtig durcheinandergebracht. Sie mussten feststellen, dass sie es nicht mehr schaffen, all den kleinen Kindern so viel Zuwendung zu geben, wie sie in diesem Alter benötigen. In der Antwort des Regierungsrats ist eigentlich der Schlusssatz entscheidend: «Weitergehende Massnahmen, welche zusätzliche finanzielle Mittel bedingen, kann der Regierungsrat aufgrund der aktuellen finanziellen Lage des Kantons Bern und der anstehenden Sparmassnahmen nicht unterstützen.»

In diesem Zusammenhang, liebe Kolleginnen und Kollegen, möchte ich ein paar Worte sagen zur Bedeutung des Schulsystems für unsere Kleinsten. Das sage ich als Oberstufenlehrer. Ich habe den Eindruck, dass es an keiner anderen Stelle unseres Schulsystems so wichtig ist, genügend Ressourcen einzusetzen, wie bei unseren Kleinsten. Denken Sie an die Zeit zurück, als Sie selber

kleine Kinder hatten: Sie können ein fünf- bis siebenjähriges Kind unglaublich prägen. Wenn die Kinder einmal in der Pubertät sind, wie es bei meinen Schülerinnen und Schülern der Fall ist, ist es schon viel schwieriger. Andererseits können Sie dort auch weniger kaputt machen. Diese Kinder sind viel unabhängiger. Aber was wir bei den kleinen Kindern nicht erreichen, können wir später fast nicht mehr aufholen. Gute Lehrpersonen können ein Kind für das ganze Leben positiv prägen. Sie können sich sicher noch an einzelne Handlungen von Lehrpersonen erinnern, als Sie noch klein waren. Diese Lehrpersonen prägen uns entscheidend.

Wenn wir die Petition anschauen, welche die Lehrpersonen eingereicht haben, sehen wir, unter welcher Belastung diese stehen. Denken wir daran, wie viele Kindergärtnerinnen im Kanton Bern dabei sind, auszubrennen oder krank zu werden. Überlegen Sie sich, was das kostet. Denken wir auch daran, welche wirtschaftliche Bedeutung es für die Zukunft hat, was wir aus den kleinen Kindern herausholen! Angesichts dessen ist es eine sehr gute Investition, für die Kleinsten Geld auszugeben. Denken wir auch an die Mittel, die wir beispielsweise für die Sozialhilfe oder für die Lösung von Konflikten ausgeben, wenn es mit diesen Kindern nicht gut herauskommt.

Liebe Kolleginnen und Kollegen, bei den Kleinsten dürfen wir nicht sparen. Es bereitet mir Sorgen, dass wir nächste Woche über den IBEM-Pool sprechen werden. Über diesen Pool können wir den Lehrkräften Teamteaching anbieten. Dort wollen wir nächste Woche kürzen, dies einfach als Nebenbemerkung. Bitte denken Sie an die Situation der Lehrpersonen im Zyklus 1. Nehmen Sie diese Motion an, und schreiben Sie sie vor allem auch nicht ab. Wir brauchen hier mehr Unterstützung.

La présidente. Bevor ich den Fraktionssprecherinnen und -sprechern das Wort erteile, möchte ich gerne eine Polygrafinnen- und Polygrafienklasse begrüßen. Es sind Lernende, die das zweite Ausbildungsjahr an der Schule für Gestaltung besuchen. Ihr Lehrer, Rolf Michel, hat bewusst den heutigen Morgen ausgewählt, weil wir die Themen der ERZ behandeln. Leider haben Sie die spannende Diskussion über die SwissSkills verpasst, aber vielleicht lesen Sie nachher im Unterricht nach, was wir über die Berufswelt gesagt haben, und wie wichtig uns das duale Bildungssystem ist. Herzlich willkommen, ich wünsche Ihnen einen spannenden Morgen. Wenn Sie den Eindruck haben, die Leute hier würden zu viel zusammen reden und im Saal herumlaufen, dann möchte ich Ihnen folgendes sagen: Das ist manchmal tatsächlich so, aber die Grossrätinnen und Grossräte haben die Unterlagen zuhause genau gelesen und bereits an den Fraktionssitzungen etc. darüber gesprochen. Sie hören die ganzen Informationen nun schon zum vierten oder fünften Mal. Deshalb dürfen sie auch ein wenig zusammen sprechen und herumlaufen. Nehmen Sie sich also kein Beispiel, um es auf Ihren Schulalltag zu übertragen! Und wir versuchen, uns heute Morgen etwas vorbildlicher zu verhalten und etwas ruhiger zu sein. Herzlich willkommen! (*Applaudissements*) Wir kommen nun zu den Fraktionssprecherinnen und -sprechern.

Madeleine Graf-Rudolf, Belp (Les Verts). «Gute Förderung für die Kleinsten» – Ich gebe Roland Näf völlig Recht, was dieses Anliegen betrifft. Ich stelle an meiner Schule dieselben Bedürfnisse fest. Die Heterogenität der Schülerinnen und Schüler ist für die Lehrpersonen eine grosse Herausforderung. Es ist sehr anspruchsvoll, die unterschiedlichen Bedürfnisse von Kindern mit Lernschwächen, Verhaltensauffälligkeiten, erhöhtem Förderbedarf oder mangelnden Kenntnissen der Unterrichtssprache zu erfüllen. Ich stelle jedoch in meinem Schulkreis fest, dass unser Schulinspektor mit den ihm zur Verfügung stehenden Mitteln sehr unterstützend wirkt. Er bewilligt je nach Bedarf zusätzliche Lektionen, zum Beispiel, wenn die Klasse gross ist, oder wenn grosse Entwicklungsunterschiede innerhalb der Klasse bestehen. Im Zyklus 1 ist eine Heilpädagogin während ca. drei Lektionen pro Woche vor Ort, um die Klasse zu unterstützen. Sie kann dem Bedarf entsprechend flexibel eingesetzt werden. Zudem besteht die Möglichkeit, zu Beginn des Schuljahres eine Klassenhilfe einzusetzen. Jede Klassenlehrperson des Kindergartens darf diese beanspruchen. Sie darf eine Klassenhilfe für das erste Quartal oder über das ganze Jahr verteilt beantragen. Im Ganzen sind dies 30 Lektionen. Es ist auch mir ein Anliegen, dass das Vier-Augen-Prinzip vermehrt im Kindergarten institutionalisiert wird. So könnten diese Kinder besser begleitet und Störungen früher aufgefangen werden.

Annegret Hebeisen-Christen, Münchenbuchsee (UDC). Es ist allgemein bekannt, dass in den Klassen des ersten Zyklus der Volksschule ein erhöhter Betreuungsbedarf besteht. Die Heterogenität innerhalb der Klassen sowie der Anspruch auf Integration machen die Sache für die Lehrpersonen auch nicht einfacher. Das ist eine Tatsache. Eine Tatsache ist aber auch, dass es bereits heute den Lehrpersonen relativ einfach möglich ist, aus dem IBEM-Pool zusätzliche Unterstützung in

Form von SOS-Lektionen, abteilungsweisem Unterricht, Teamteaching und Klassenhilfen bei den Schulinspektoren bzw. bei den Schulleitungen anzufordern. Aus unserer Sicht haben die Schulleitungen genügend Spielraum, um die zur Verfügung stehenden IBEM-Lektionen flexibel und gezielt einzusetzen und so rasch Hilfe und Unterstützung in Notsituationen zu leisten. Eine Erhöhung dieser IBEM-Lektionen lehnen wir jedoch mit Blick auf das Entlastungspaket ab. Um es vorwegzunehmen: Die SVP-Fraktion wäre bereit, auf die Massnahme 48.3.2 «Reduktion des Pools Integration und besondere Massnahmen (IBEM)» zu verzichten, aber nur, wenn im Gegenzug die Kosten von 2 Mio. Franken für diese Massnahme beim GEF-Pool 2 eingespart würden. Das Ganze soll kostenneutral sein. IBEM-Lektionen kommen allen zugute, wie wir gehört haben, und nicht nur einzelnen. «Für alle statt für wenige», das klingt wohl aus dem Mund einer SVPLerin etwas ungewohnt, trifft aber hier ganz klar zu. Die SVP-Fraktion wird die Motion ablehnen, weil die Abschreibung bestritten ist. Sonst wären wir dem Regierungsrat gefolgt im Sinne der Annahme und gleichzeitigen Abschreibung.

Christine Grogg-Meyer, Thunstetten (PEV). Diese Motion kommt gerade zum richtigen Zeitpunkt, und zwar aus zwei gegensätzlichen Gründen. Wir diskutieren in dieser Session über Sparmassnahmen, unter anderem auch in der Bildung. Annegret Hebeisen hat bereits den IBEM-Pool erwähnt. Dies lässt keine grossen Hoffnungen aufkommen auf eine Annahme dieses überaus wichtigen Anliegens. Andererseits beschliessen wir über verschiedene Kredite und werden sicher Kredite in Millionenhöhe bewilligen, zum Beispiel für den Unterhalt und die Wartung von ICT-Einrichtungen, für Gebäudesanierungen und Laborerweiterungen, für die Brienz-Rothorn-Bahn, etc. Wir haben somit Geld, sogar viel Geld, welches wir möglichst verantwortungsvoll und nachhaltig einsetzen sollten. Das schulden wir unseren Steuerzahlern. Manchmal treffen wir hier im Parlament aber Entscheidungen, die diesem Anspruch nicht gerecht werden, weil sie das Verhältnis von Aufwand und Ertrag nur aus Sicht einer kurzfristigen Wirkung und nur aus einer finanziellen Optik betrachten.

Die EVP-Fraktion findet die Forderung des Motionärs mehr als berechtigt und hält sie für dringend notwendig. Es geht einmal mehr um unsere Kleinsten. Ich kann nur wiederholen, was ich schon in anderen Voten zu diesem Thema gesagt habe: Es brennt! Wir haben Gemeinden mit einem hohen Anteil an Kindern mit grossem Integrationsbedarf, die teilweise ihre SOS-Lektionen des ganzen Jahres bereits aufgebraucht haben. Diese Pools sind nicht unendlich, man kann nicht einfach auf sie zurückgreifen, wenn man es nötig hat. Die Lehrpersonen drohen auszubrennen, weil sie dem Anspruch nach individueller Förderung, den sie sich selber stellen, nicht mehr gerecht werden können. Die Lehrpersonen wollen nichts anderes, als eine Schule, die für alle da ist und die allen Schülerinnen und Schülern möglichst gerecht wird: den starken, den mittleren und den schwachen Kindern.

Die Überbelastung der Lehrpersonen hat verschiedene Ursachen. Dazu gehören die frühere Einschulung und die fehlenden Alltagskompetenzen der Kinder wie etwa Schuhe binden, auf die Toilette gehen etc., aber auch die Auseinandersetzung mit Eltern, die unangemessene Ansprüche haben, die zunehmenden Defizite im Verhalten und in der Gesamtentwicklung der Kinder und die Umsetzung des Artikels 17 – Integration und besondere Massnahmen – und zusätzlich die Integration fremdsprachiger Kinder. In der Septembersession hat Sabina Geissbühler bereits auf die äusserst herausfordernden Bedingungen im Kindergarten aufmerksam gemacht. Schon da hat die EVP-Fraktion klar eine dringende Verbesserung der Umstände gefordert. Hier nicht zu investieren oder gar zu sparen, wird mittel- und langfristig ganz andere, und ziemlich sicher höhere Kosten zur Folge haben. Die ersten Tage und Wochen, die ein Kind in der Schule verbringt, sind unglaublich wichtig. Dort wird eine vertrauensvolle Beziehung zwischen Kind und Lehrperson aufgebaut. Das braucht Zeit. Setzen wir dort an! Ermöglichen wir den Kindern und den Lehrpersonen gute Rahmenbedingungen, die diesen Namen verdienen. Setzen wir auf die Zukunft unserer Schule und unserer Bildung, unserer Wirtschaft und Gesellschaft, indem wir hier beim Fundament nicht sparen, sondern vielmehr investieren! Das versteht die Fraktion der EVP unter einer Abwägung von Aufwand und Ertrag mit nachhaltigem Charakter. Wir helfen uns selber, wenn wir dieser Motion zustimmen und sie nicht abschreiben.

Hans-Peter Kohler, Spiegel b. Bern (PLR). Die FDP-Fraktion stimmt dem Motionär zu, dass die Heterogenität in den Klassen tatsächlich eine grosse Herausforderung darstellt. Die Probleme liegen klar auf dem Tisch. Doch es gibt ein «Aber». Wie der Regierungsrat verweisen wir auf die bereits bestehenden Instrumente, wie etwa Teamteaching, Klassenhilfen sowie Lehrpersonen für Deutsch als Zweitsprache (DaZ), Heilpädagoginnen etc. Diese Hilfen sollen flexibel eingesetzt wer-

den, was bereits jetzt der Fall ist. Dadurch werden auch die finanziellen Mittel flexibel eingesetzt. Und ja, wir stehen vor dem Sparpaket, das ist auch ein Argument. Aber irgendwie muss man dieses Problem trotzdem lösen. Ich bestreite dieses Problem nicht, das ja nicht nur im Zyklus 1 besteht. Aufgrund dessen, was ich gesagt habe, lehnt die FDP jedoch diese Motion ab, weil sie nicht will, dass die Motion angenommen und nicht abgeschrieben wird.

Ich möchte aber noch eine generelle Anmerkung zu diesem Problem machen, welches ja tatsächlich besteht: Ich muss wieder einmal den Integrationsartikel ansprechen. Es wird nicht allen passen, was ich jetzt sage, aber man muss immer wieder überlegen, welche Probleme wir haben. Es geht nicht darum, diesen Artikel abzuschaffen, aber vielleicht muss man einmal mutig sein und einen kleinen Schritt rückwärtsgehen. Wir können dem Vorstoss folgendes entnehmen: «Die Integration von Kindern mit besonderen Ansprüchen ist oft nur möglich, wenn im Team unterrichtet wird. Wenn eine Lehrperson besonders viel Aufmerksamkeit einzelnen Kindern zuwendet, fehlt die Zeit für die anderen.» Das ist ein Problem. Weiter steht: «...oder die vielen Fragen der leistungsstarken Kinder bleiben unbeantwortet.» Wir haben ein Problem, und das müssen wir lösen. Vielleicht müssen wir nicht mehr Geld fordern, um noch mehr unterstützende Personen in die Klassen zu bringen, sondern einmal den Mut haben, eine Klasse zu trennen und Sonderklassen zu schaffen, damit wir wieder mehr Ruhe in die Klassen hineinbringen. Darüber müssen wir vermehrt sprechen. Ich werde dieses Thema sicher wieder einmal einbringen. Es geht darum, den Integrationsartikel kritisch zur durchleuchten und schauen, wo wir heute stehen. Das Problem ist vorhanden, nur würden wir es anders lösen, indem wir mehr Ruhe in die Klasse bringen, etwa durch die Schaffung von Sonderklassen.

Katharina Baumann-Berger, Münsingen (UDF). Vielleicht erinnern Sie sich: In unseren Jahrgängen gab es ab und zu Siebenjährige, die wegen mangelnder Schulreife zurückgestellt wurden. Heute, wo die Kinder schon mit vier Jahren eingeschult werden, ist das natürlich nicht einfacher. Egal, von welcher Seite dieses Anliegen vorgetragen wird: Es ist ein wichtiges und richtiges Anliegen. Je nach Klassenkonstellation drängt sich der Bedarf nach einer Begleitperson förmlich auf. Dies muss aber nicht zwingend eine Lehrperson sein. Wir unterstützen die bereits vorhandenen Möglichkeiten und appellieren an eine gute Information und Begleitung der betroffenen Lehrkräfte auf allen Schulstufen, und an eine gute Zusammenarbeit mit dem Schulinspektorat. Die EDU-Fraktion wollte den Vorstoss eigentlich gemäss Regierungsrat unterstützen und die Motion annehmen und gleichzeitig abschreiben. Doch nun lassen wir es offen und schauen, was herauskommt.

Jan Gnägi, Jens (PBD). Die BDP-Fraktion dankt bei der vorliegenden Motion vor allem auch für die klärenden Worten des Regierungsrats. Wenn man die Forderung des Motionärs liest, sieht man, dass darin eine Situation geschildert wird, die einem fast ein wenig Angst macht. Die BDP-Fraktion ist mit dem Motionär auch darin einig, dass die grosse Vielfalt in den Klassen, gerade auch des ersten Zyklus, für Lehrpersonen und für die Schule allgemein herausfordernd sein kann. Wir sind allerdings der Meinung, dass die Massnahmen, auf die man bereits heute zurückgreifen kann, ausreichen müssen. Sie sollen nicht verstärkt werden, auch mit Blick auf das Entlastungspaket sowie auf die Finanzlage des Kantons. Der Regierungsrat weist in seiner Begründung auch auf diesen Aspekt hin. Über die IBEM-Massnahmen werden wir nächste Woche auch noch intensiver sprechen müssen. Wir möchten die vorliegende Motion annehmen und abschreiben.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (pvl). Jan Gnägi hat es richtig zusammengefasst: Es ist zwar ein hehres Anliegen von Roland Näf, aber es wäre geradezu paradox, wenn wir jetzt dem Regierungsrat einen Auftrag erteilen und kurz darauf über Sparmassnahmen sprechen würden. Wir können froh sein, dass der Bildungsbereich von den Massnahmen zwar nicht verschont wurde, aber doch im Vergleich zu anderen Bereichen nicht so stark betroffen ist, wie man es lange Zeit befürchtet hat. Deshalb müssen wir uns jetzt in erster Linie darauf konzentrieren, die Dinge, die wir haben, zu erhalten. Wir sollten nicht noch einen Vorstoss überweisen, der etwas Neues machen will. Deshalb ist auch die glp-Fraktion für Annahme und gleichzeitige Abschreibung.

La présidente. Wir haben nun alle Fraktionen gehört. Damit kommen wir zu den Einzelsprecherinnen und -sprechern.

Peter Gasser, Bévillard (PSA). À l'instar de mon éminent collègue Roland Näf, je vous appelle à accepter sa motion, mais sans la classer. La pertinence de sa proposition est d'ailleurs pleinement

reconnue par le gouvernement, puisqu'il vous propose de l'accepter. Il nuance toutefois son propos en invoquant la sacro-sainte austérité budgétaire qui ne lui laisse pas, estime-t-il, la latitude suffisante pour accepter cette proposition, eu égard aux moyens financiers supplémentaires qu'elle implique. Comme bien trop souvent dans cet hémicycle, le respect de l'équilibre du ménage cantonal l'emporte sur la qualité-même d'une proposition. Je suis persuadé que chacun d'entre vous est convaincu de l'importance d'un bon départ dans la vie scolaire. C'est une véritable lapalissade que de prétendre que de tout mettre en œuvre au départ pour répondre aux besoins diversifiés et multiples de nos petits chérubins peut être considéré comme un investissement toujours rentable. C'est à cette noble tâche que s'attellent quotidiennement nos enseignantes et enseignants du premier cycle. Mais l'hétérogénéité toujours plus grande de ces classes initiales a considérablement complexifié la tâche de mes collègues. Ces difficultés accrues ont conduit toutes les personnes en charge de ces apprentissages à tirer la sonnette d'alarme, que ce soit dans le cadre de rencontres informelles avec les syndicats ou encore par le biais d'une pétition.

Ayant moi-même entendu ces femmes, puisque pour 99 pour cent du personnel du premier cycle ce sont des femmes, j'ai moi-même donc participé à des auditions et je me permets de vous relater la remarque qui m'a de loin le plus touché. De nombreuses collègues expérimentées, disposant donc d'au moins vingt ans de pratique, m'ont fait savoir qu'à l'heure actuelle, elles n'étaient plus à même d'assumer une charge d'enseignement à plein temps. J'insiste pour préciser que ce discours émane de professionnelles aguerries, investies corps et âme dans leur métier, et non de quelques tire-au-flanc profiteurs. Je suis d'avis que, lorsque des personnes reconnues pour la qualité de leur travail et leur investissement pour l'éducation des enfants nous disent qu'elles ne peuvent plus assumer un enseignement à plein temps, sous menace de, excusez-moi l'expression, de «péter un câble», la situation est grave, et il faut agir. Il est vrai aussi que la Direction de l'instruction publique a fait tout son possible, dans la limite bien trop étroite de ses moyens financiers, pour venir en aide au premier cycle, avec de nombreuses mesures pour décharger les enseignantes. Malheureusement, toutes ces aides, aussi précieuses soient-elles, sont insuffisantes dans les situations difficiles. La solution préconisée dans la motion permettrait d'offrir une véritable alternative. Et à coup sûr, ce serait un excellent investissement. D'autre part, je précise que cette option ne serait pas une mesure arrosoir, puisque la pertinence d'un coefficient d'encadrement de 1,8 serait définie d'entente avec l'école et l'inspection scolaire. Fort heureusement, il existe encore de nombreuses classes enfantines qui ne connaissent pas ces mêmes difficultés. C'est donc pour toutes ces raisons que je qualifie de pertinentes, que je vous encourage, au nom du groupe socialiste, à accepter massivement cette motion sans classement.

La présidente. Das war doch noch ein Fraktionsvotum, nämlich für die SP-JUSO-PSA-Fraktion. Ich frage deshalb nochmal: Gibt es Einzelsprecherinnen und Einzelsprecher? – Das ist nicht der Fall. Der Motionär hat somit nochmals das Wort vor dem Regierungsrat.

Roland Näf, Muri (PS). Herzlichen Dank für diese interessante Diskussion. Ich möchte ein paar Argumente aufgreifen, die hier genannt wurden. Ein Stichwort sind die Klassenhilfen. Dazu muss ich sagen, dass diese nichts mit Teamteaching zu tun haben. Es ist sehr wichtig, dort den Link zu den Worten der Grossräte Kohler und Gnägi zu machen. Es geht um die Heterogenität. Diese hat massiv zugenommen. Grossrat Kohler hat es richtig gesagt: Wir haben auch Probleme mit den leistungsstarken Kindern auf dieser Stufe. Es ist unglaublich: Es gibt Kinder, die können bestens lesen, wenn sie in die Schule eintreten, und auf der anderen Seite gibt es solche, die nicht verstehen, worum es überhaupt geht in den ersten Schuljahren.

Zum Vorschlag von Grossrat Kohler in Bezug auf die Sonderklassen möchte ich folgendes sagen: Als die Gemeinden die Möglichkeit erhielten, diese Sonderklassen aufzuheben, haben dies fast alle getan. Auch der Erziehungsdirektor hat mehrmals auf diese Tatsache hingewiesen. Für mich ist sie keine Überraschung, sondern hat finanzielle Gründe: Sonderklassen sind klein und viel teurer. Die Schulen haben sehr pragmatisch entschieden und wollten aus dem IBEM-Pool, aus diesen Stunden, die den Gemeinden zustehen, das Optimum herausholen. Das waren in Gottes Namen halt nicht die Sonderklassen. Deshalb haben die Schulen so entschieden. Somit ist dies sicher keine Lösung.

Nochmals zur Heterogenität: Wenn wir einen wirtschaftlich starken Kanton haben wollen, müssen wir die Starken fördern und gleichzeitig die Schwachen nicht vernachlässigen. Aber dazu brauchen wir Teamteaching, und nicht Klassenhilfen. Dann wurden noch die SOS-Lektionen erwähnt. Hier gibt es jedoch ein Problem: Wenn eine Lehrperson diese beanspruchen will, muss sie deklarieren,

dass sie überfordert ist. Das machen die Lehrpersonen nicht gerne. Ich habe dies selber festgestellt. Ich habe Situationen erlebt, in denen Lehrpersonen sagten, sie bräuchten solche Lektionen, wollten aber nicht sagen, sie würden es nicht mehr schaffen. Durch die Notwendigkeit, dies so zu deklarieren, entsteht eine grosse Hemmschwelle. Ich denke, dass diese Lektionen deshalb nicht die Lösung sind. Abgesehen davon hat es auch zu wenige solche Lektionen. Ich bitte Sie, diese Motion deshalb nicht abzuschreiben. Wir müssen hier für den ganzen Kanton etwas tun.

Bernhard Pulver, directeur de l'instruction publique. Die Motion spricht ein wichtiges Thema an. Ich bin mit Roland Näf absolut einverstanden: Was wir am Anfang der Schulzeit falsch machen, können wir später nur noch mit grossem Aufwand korrigieren, falls wir es überhaupt korrigieren können. Die Eingangsstufe ist für uns deshalb sehr wichtig. Wir haben das Thema erkannt und uns in den letzten Jahren intensiv um Lösungen bemüht. Ich habe mich intensiv mit dem Kindergarten und dem ersten und zweiten Schuljahr auseinandergesetzt. Ich denke, wir haben auch viel getan. Der Vorstoss ist nicht ganz klar bezüglich der Frage, ob man flächendeckend Teamteaching einführen soll. Ich habe immer die Haltung vertreten, dass eine flächendeckende Einführung sehr teuer ist. Ob sie wirklich etwas nützt, ist die andere Frage. Mir geht es darum, dort, wo der Schuh drückt, rasch zu handeln. Wir haben flächendeckende Instrumente, wie etwa den abteilungsweisen Unterricht, der sich nach der Klassengrösse richtet. Weiter gibt es Lektionen aus dem Pool für besondere Massnahmen. Diese können auch für Teamteaching eingesetzt werden. Darauf komme ich noch zurück. Das sind flächendeckende Instrumente. Dazu haben wir gewissermassen «sur mesure» Unterstützungsangebote gemacht, nicht nur, aber auch für die Eingangsstufe. Eines dieser Instrumente sind die SOS-Lektionen. Roland Näf hat sie erwähnt. Es gibt natürlich Lehrpersonen, die diese nicht zu beziehen wagen, weil sie nicht sagen wollen, dass sie Schwierigkeiten haben. Wir versuchen, die Lehrkräfte zu ermuntern und darauf hinzuweisen, dass jeder mal in einer schwierigen Situation ist und dann Hilfe braucht: Jeder – auch der Regierungspräsident. Auch ich kann nicht alles alleine tun. Manchmal brauche ich mehr Unterstützung, manchmal weniger. Es ist auch wichtig, dass sich die Lehrerinnen und Lehrer an die Schulleitung wenden, wenn die Situation in der Klasse schwierig ist. Wir handeln dann unkompliziert und gewähren die zusätzliche Unterstützung rasch. Weiter haben wir uns mit den Kindergarten-Lehrpersonen getroffen, um herauszufinden, wo der Schuh drückt. Ich habe diese Gespräche auch persönlich geführt. Eine der ersten Rückmeldungen lautete, dass der Aufwand am Anfang des ersten Schuljahres sehr gross sei, auch der klassische Betreuungsaufwand, inklusive Dinge wie dass viele der neuen Kindergartenkinder noch nicht selber das WC aufsuchen können. Es gibt riesige Unterschiede, was diesen Unterstützungsbedarf betrifft. Wir haben die Rückmeldung erhalten, dass in den ersten Monaten vor allem eine Unterstützung bei der Betreuung benötigt werde. Deshalb haben wir diese Klassenhilfen eingeführt und haben gesagt, jede Kindergarten-Lehrperson, die dieses Bedürfnis habe, könne während der ersten Monate eine Klassen-Assistenz abholen. Das tun wir, und dazu erhalten wir auch gute Rückmeldungen. Es ist jedoch richtig, was Roland Näf gesagt hat: Es ist keine zweite Lehrperson mit pädagogischer Ausbildung anwesend, sondern eine Klassenhilfe. Auch die Finanzierung ist anders. Das haben wir bis jetzt gemacht. Zusätzlich prüfe ich im Moment, ob man diesen Pool für besondere Massnahmen viel freier fürs Teamteaching einsetzen kann. Es braucht eine Änderung der Verordnung, damit die Schulleitungen in Zukunft die IBEM-Lektionen auch für das allgemeine Teamteaching und nicht nur für den Spezialunterricht einsetzen können. Schon heute ist dies teilweise möglich. Aber man könnte dies noch einfacher zugänglich machen. Wir werden in den nächsten Wochen die Idee in die Konsultation geben, dass diese Lektionen freier einsetzbar sein sollen. Noch eine Anmerkung an Grossrat Kohler: Der IBEM-Pool kann auch für Kleinklassen eingesetzt werden. Wir haben dies im Jahr 2008 ganz bewusst offen gelassen, als es um die Umsetzung des Artikels 17 ging. Wir legten fest, dass nicht alle Mittel für integrative Lösungen eingesetzt werden müssen. Es kann weiterhin «Klassen zur besonderen Förderung (KbF)», wie die Kleinklassen heute heissen, geben. Diese Freiheit haben die Gemeinden. Das ist nicht ganz so einfach, wie es jetzt klingt; es wurde zu Recht gesagt, dass KbF teurer sind als die integrativen Lösungen. Diese Wahlmöglichkeit zwischen Integrations- und Kleinklassen war auch ein Grund, warum wir zu einer Pool-Lösung übergegangen sind. Die Schulen haben bis dahin immer mehr Kleinklassen geschaffen. Deren Anzahl hat damals enorm zugenommen. Jetzt hat sie wieder stark abgenommen. Es stellt sich die Frage, ob man die Kleinklassen nicht in einzelnen Gemeinden wieder einführen kann. Aus Sicht der ERZ kann man dies tun. Wir haben getan, was wir tun können. Wenn man noch mehr tun wollte, müsste man zusätzliche Mittel einsetzen. Das liegt jedoch im Moment finanziell nicht drin. Wir können Ihnen zurzeit keine

zusätzlichen Mittel anbieten. Deshalb beantragt Ihnen der Regierungsrat, die Motion zwar zu überweisen, um auszudrücken, dass diese Entlastung wichtig ist, aber sie abzuschreiben, weil im Moment nicht mehr drinliegt.

La présidente. Wir kommen zur Abstimmung über das Traktandum 21. Wer diese Motion annimmt, stimmt Ja, wer sie ablehnt, stimmt Nein.

Vote

Décision du Grand Conseil:

Adoption sous forme de motion

Oui 80

Non 63

Abstentions 0

La présidente. Sie haben die Motion angenommen. Wir kommen zur Frage der Abschreibung. Wer der Abschreibung zustimmt, stimmt Ja, wer sie ablehnt, stimmt Nein.

Vote (classement)

Décision du Grand Conseil:

Adoption du classement

Oui 92

Non 54

Abstentions 0

La présidente. Sie haben der Abschreibung zugestimmt.